

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Centre administratif de Bourran
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 24/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES

ZA de la Glèbe - 305 Rue de la Murette
LA ROUQUETTE - CS 80298
12202 Villefranche-de-Rouergue

Références : 12-CRARC-2024-52

Code AIOT : 0006810697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES implanté ZA de la Glèbe 12200 La Rouquette. L'inspection a été annoncée le 21/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES
- ZA de la Glèbe 12200 La Rouquette
- Code AIOT : 0006810697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le groupe LSI Aerospace produit des éléments de fixation (vis, écrous...) pour les moteurs et des pièces d'assemblage pour l'aéronautique. Les fixations moteurs représentent environ 42% de cette production, sensiblement du même ordre de grandeur que la part relative aux fixations cellules, le reste étant dévolu aux pièces d'assemblage. Les principaux clients ont pour nom AIRBUS, BOEING, EMBRAER, BOMBARDIER, DASSAULT, GEAE, PRATT & WHITNEY, ROLLS ROYCE, SAFRAN, EUROCOPTER et tous les équipementiers mondiaux du secteur aéronautique.

Sur le site de Villefranche de Rouergue, LSI Aerospace exerce son activité industrielle dans le domaine de la fixation pour l'aéronautique.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
4	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
5	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 8.4.1
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'établissement ne possède pas de cuves de produits chimiques, les substances dangereuses sont stockées en GRV (1 m ³) ou en petits contenants (bidons). A l'extérieur, une zone est dédiée au stockage de substances dangereuses. Dans cette zone, une série d'armoires anti-feu, fermées à clef, possèdent des racks où sont entreposés des GRV sur rétention. Ces armoires sont dédiées à un type de produit : inflammable, acide, alcalin... De plus, cette zone de l'établissement est elle-même sur rétention de par la présence d'avaloirs et de canalisations enterrées à l'exutoire maintenu fermé. Dans le bâtiment de traitement de surface, un local est dédié au stockage des produits chimiques. Dans cette zone, les produits chimiques en petits contenants sont stockés sur rétention sur des étagères. Cet espace de stockage est divisé en différentes zones dédiées à un type de produit stocké : cyanuré, comburant, acide, alcalin. Dans le bâtiment de traitement de surface, la zone de traitement des effluents aqueux abrite des GRV de produits neufs ou de déchets. Chacun des GRV possède sa rétention dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : Les rétentions visualisées par l'inspection sont en bon état et les volumes disponibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'exploitant stocke les produits chimiques par famille (acide, alcalin, comburant) pour éviter les problèmes de compatibilité. A défaut, les GRV possèdent une rétention dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.
Constats : L'inspection a visualisé les tuyauteries transportant les substances jusqu'aux installations de traitement de surface. Ces tuyauteries, en plastique, paraissent en bon état. L'exploitant a présenté la procédure "MN1" de maintenance préventive quotidienne où la vérification quotidienne visuelle de l'absence de fuite sur le réseau de produits est demandée aux opérateurs. Enfin, l'exploitant a présenté le plan des réseaux de transports de substances de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 8.4.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>L'exploitant a déterminé le volume nécessaire à ce confinement. Il est composé de 2 bassins : Bassin n°2 de 1900 m³ de volume de rétention ; Bassin n°3 de 190 m³ de volume de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : <p>L'établissement est doté des capacités de confinement suivantes des eaux pluviales et d'extinction :</p> <ul style="list-style-type: none">- bassin de 5355 m³ dont 1855 m³ réservé en cas d'incendie ;- bassin de 726 m³ dont 276 m³ réservé en cas d'incendie ;- canalisations pluviales représentant 240 m³. <p>Les bassins sont maintenus fermés et vidés de leur eau pluviale autant que de besoin. L'inspection a constaté que les organes de commande des bassins sont signalés et accessibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant est en mesure de fournir un état des stocks à l'instant t grâce à ses outils informatiques. L'ensemble des FDS sont disponibles via le réseau informatique. Par échantillonnage, l'inspection a vérifié la cohérence de l'état des stocks avec les stockages présents sur site pour les substances suivantes: <ul style="list-style-type: none">- Methylethylcetone MEK 25L : état des stocks 400 kg , stock présent : 16 bidons de 25 L soit approximativement 400 kg ;- Cyanure double Argent Potassium : état des stocks 4 kg , stock présent : 4 pots de 1 kg ;- Acide acétique : état des stocks 20 kg , stock présent : 1 bidon de 20 L soit approximativement 20 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : L'exploitant a présenté un ensemble de procédures dont certaines issues du POI. Ainsi, il existe des procédures : <ul style="list-style-type: none">- en cas de déversement accidentel de produits chimiques dont une procédure spécifique en cas de déversement d'acide fluo nitrique- en cas d'incendie dans les locaux de stockage de produits chimiques- pour le stockage des produits chimiques- pour l'organisation des secours De plus, des consignes pour le déchargement et le dépotage des produits chimiques sont affichées dans la zone de réception des produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite